

De Chaisemartin passe du chantage larvé au chantage ouvert

jeudi 15 avril 2004

En début de réunion Yves De Chaisemartin nous a annoncé, comme il l'a fait le matin même pour Saint-Étienne, sa décision de ne plus moderniser le site de Veurey...

Ensuite il a « déclaré » qu'il avait souhaité discuter avec les syndicats du DL mais qu'il n'avait pas été entendu.

Nous lui avons rappelé que nous attendions depuis un mois une date pour une réunion régionale, en accord avec ce que nous avons décidé le 16 mars à Chassieu. Date qui n'est jamais arrivée.

De la même manière l'ensemble des syndicats lui ont rappelé qu'ils attendaient toujours une réunion...

Alors le grand chantage a commencé...

Il nous a confirmé que le bon de commande des nouvelles rotatives était annulé.

Par contre il a précisé son souhait de réaliser des réunions paritaires pour rechercher des réductions de charges qui lui permettraient, éventuellement, de décider le 10 juin de re-commander les machines.

Ces réunions, il les souhaite à deux niveaux :

- **Au Dauphiné Libéré**, pour rechercher des économies de fonctionnement, (effectifs, accords de remplacement des malades, CDD, etc.) et ceci dans tous les secteurs.
- **Au niveau régional**, pour regarder les évolutions technologiques et d'organisation lui permettant d'améliorer le profit (*encore le profit*)...

Alors et seulement alors, il pourrait prendre une décision... « définitive ? »

Que veut-il dire ?

De Chaisemartin veut faire jouer à fond le chantage des nouvelles rotatives. Il a qualifié les accords Dauphiné Libéré d'« *accords imbéciles* » et veut revenir sur tout. Mais sans donner aucune garantie sur l'issue.

En gros, il faudrait déshabiller (voire tuer) beaucoup de monde, pour ensuite regarder s'il y aura des rotatives, sans préciser combien ni où elles seront implantées.

Bien sûr, magnanime, il précisait que sur l'aspect « social » il savait faire et que personne ne resterait sur le bord du chemin.

Il insistait sur une réunion au Dauphiné Libéré lundi prochain à 15 heures, pour commencer à lister les économies éventuelles à accomplir.

Il mentait, en affirmant qu'à Saint-Étienne nos camarades avaient accepté le principe de se réunir localement pour réfléchir à une réduction des coûts.

Notre position

La Filpac-CGT de la région Rhône-Alpes et Bourgogne (dont la CGT Dauphiné Libéré) reste sur la position adoptée le 16 mars à Chassieu en présence de Yves De Chaisemartin :

Nous sommes prêts à dialoguer avec la Direction sur la problématique liée à l'impression dans la région et sur les évolutions des métiers du pré-presse, rédaction et administratifs. Ceci dans le but de dégager les pistes qui permettront de négocier et finaliser des accords paritaires par tous les partenaires sociaux.

Nous refusons cette inversion de procédure « *sortie du chapeau* », qui consiste d'abord à discuter des « économies » titre par titre, avant de regarder les vrais dossiers qui, nous le rappelons, sont régionaux, voire nationaux.

La Direction a tout le loisir de réunir tous ceux qui voudront participer avec elle ce lundi, pour lister les « coûts » à diminuer. **Nous ne participerons pas à cette démarche. Nous assisterons aux réunions uniquement en observateurs en veillant au respect des accords signés.**

Nous restons disponibles pour débattre et avancer lors de discussions régionales d'abord, et titre par titre ensuite, sur les vrais dossiers qui sont :

- **Les capacités d'impression dans nos zones de diffusion et la charge du travail.**
- **L'évolution des métiers en amont de l'impression.**

Ceci avec le souci principal de définir et garantir pour chaque catégorie professionnelle et corps du métier une place d'avenir, la maîtrise de son travail et le droit à une formation de qualité, principes garants d'un journal de qualité capable de séduire de nouveaux lecteurs et annonceurs.

Maîtriser notre travail sera le seul instrument nous permettant demain d'exiger le respect des accords signés et de défendre nos outils de travail.

Nous définirons prochainement, avec nos camarades de la région, une réponse commune à la direction.

SECTEUR COMMUNICATION CGT